

ACTUALITÉS

Le Quartet bute sur le caractère juif ou non d'Israël par Ray Achled



La question du caractère juif ou non de l'Etat d'Israël a fait capoter la semaine dernière les efforts du "Quartet" de médiateurs sur le Proche-Orient pour parvenir à une déclaration susceptible de jeter les bases de négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens, ont déclaré des sources proches des discussions.

Les membres du Quartet (Nations unies, Etats-Unis, Russie et Union européenne) tentent depuis des mois de définir des "termes de référence" à partir desquels relancer des pourparlers de paix suspendus au début de l'automne 2010, quelques semaines seulement après leur reprise.

Arguant de l'absence de discussions avec Israël, Mahmoud Abbas a déposé vendredi 23 septembre à l'Onu une demande officielle de reconnaissance d'un Etat palestinien par le Conseil de sécurité.

Les Etats-Unis, alliés d'Israël, ont pourtant prévenu qu'ils useraient de leur droit de veto pour bloquer cette initiative en cas de vote au Conseil de sécurité. Washington considère qu'un Etat palestinien peut uniquement voir le jour dans le cadre de négociations avec Israël.

Soucieux d'éviter une confrontation à l'Onu, les membres du Quartet ont donc tenté de s'entendre sur un communiqué comprenant ces "termes de référence" afin de dissuader le président palestinien. Quand il leur est apparu évident que Mahmoud Abbas irait au bout de sa démarche, ils ont choisi, malgré leurs désaccords, de publier vendredi une

déclaration se contentant de proposer un cadre de reprise des pourparlers.

Malgré une semaine de tractations dans les couloirs de l'Assemblée générale de l'Onu, les diplomates ne sont en effet pas parvenus à une formule acceptable pour les deux parties - et leurs représentants officiels au sein du Quartet, Etats-Unis pour Israël et Russie pour les Palestiniens - sur les principaux points de désaccords: les frontières, les colonies juives, le sort des réfugiés palestiniens et le statut de Jérusalem.

DIPLOMATES SCEPTIQUES

Le communiqué finalement publié par le Quartet met donc l'accent sur le processus: des discussions préparatoires d'ici un mois, des propositions détaillées de la part des deux parties sur les questions territoriales et de sécurité d'ici trois mois, et un accord de paix avant fin 2012.

Diplomates et analystes sont cependant sceptiques quant à l'éventualité de véritables négociations.

Ni Israël ni les Palestiniens n'ont officiellement répondu à la proposition du Quartet. Dimanche, Mahmoud Abbas a répété qu'il ne retournerait pas à la table des négociations sans un gel de la colonisation.

"Tout en étant fixés sur la question du gel des constructions juives en Judée-Samarie, nous semblons désormais aussi fixés sur la question de 'l'Etat juif'", remarque Martin Indyk, ancien secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et désormais expert au sein de la Brookings Institution.

L'administration américaine espérait graver dans le communiqué du Quartet le marché suivant: que les frontières d'un Etat palestinien suivent le tracé prévalant avant la guerre des Six-Jours de 1967, avec d'éventuels échanges de territoires, et qu'Israël soit reconnu en tant qu'Etat juif.

Les responsables israéliens, notamment le Premier ministre Benyamin Netanyahu, rejettent cependant cette formule sur les frontières au motif que celles d'avant 1967 leur paraissent indéfendables.

Les Palestiniens refusent pour leur part de reconnaître Israël comme un Etat juif car cela reviendrait, à leurs yeux, à renoncer au "droit au retour" des réfugiés et à fragiliser les

Arabes israéliens.

"Le coeur du problème est que la seule manière qui aurait permis que (le communiqué) serve de base de négociations, c'est s'il y avait eu référence au tracé de 1967 avec des échanges, qui était l'exigence minimale mais pas suffisante posée par les Palestiniens, et si l'un des objectifs déclarés des négociations était de définir un Etat juif, qui était l'exigence minimale des Israéliens", a dit une source informée des discussions.

"SE CONTENTER DE PEU"

"Même si tout cela a été géré par leurs mandataires, c'est-à-dire la Russie et les Etats-Unis, le communiqué du Quartet révèle le fossé séparant la concession maximale que Netanyahu est prêt à faire et la condition minimale dont se satisferait Abou Mazen (Abbas), peut-être."

De nombreuses formules sont envisagées pour contourner le problème de la définition ou non d'Israël en tant qu'Etat juif : Israël pourrait être qualifié de terre du peuple juif; un droit à l'auto-détermination pourrait être reconnu au peuple juif ou encore une reconnaissance du caractère juif de l'Etat d'Israël pourrait ne pas compromettre le "droit au retour" des réfugiés palestiniens.

Aucune de ces solutions ne semble toutefois satisfaire les deux parties à la fois.

En conséquence, décision a été prise jeudi soir de s'entendre sur un communiqué s'attachant au processus plus qu'au contenu et de proposer un calendrier, dit-on de sources proches des discussions.

Malgré les divergences sur le fond, "il y avait malgré tout un consensus sur le fait que nous ne devons pas laisser les parties sans rien du tout, que nous devons prendre une initiative", a dit un diplomate.

"Parfois, il faut savoir se contenter de peu", a dit un autre diplomate. "C'était le cas, là."

Ces efforts diplomatiques interviennent alors que les Etats-Unis entrent en campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Après la perte par son Parti démocrate d'un siège parlementaire à New York, notamment en raison du mécontentement des électeurs juifs quant à son soutien jugé trop faible à Israël, le président américain Barack Obama est désormais soucieux de ne pas s'aliéner l'électorat pro-israélien.

De sources diplomatiques, on espère que la formulation du communiqué du Quartet, dépourvu de toute allusion au contenu des négociations, incitera Israéliens et Palestiniens à reprendre les pourparlers.

Trois mois devraient suffire pour juger la sincérité des deux parties puisqu'il s'agit du délai qui leur a été accordé pour formuler des "propositions détaillées".

Les premiers signes ne sont guère encourageants, aux yeux des diplomates et des observateurs.

"Je n'exclus pas des réunions préparatoires", dit Daniel Levy, conseiller de l'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak, désormais membre de la New America Foundation à Washington. "Je ne pense pas que des négociations soient vraiment productives." Guysen News International ©

26/09/11